

Tant de Suisses à la montagne

Pour échapper à la canicule, les Suisses se sont rués à la montagne et sont de plus en plus nombreux à envisager de s'y installer durablement. En altitude, où cet élan vitalise le tourisme et la croissance de communes menacées par le dépeuplement, on craint cependant le surtourisme et on affronte une crise immobilière.

Grâce au tunnel du Lötschberg, Thomas Egger, le directeur du SAB – Groupement suisse pour les régions de montagne, n'habite plus qu'à 58 minutes de son lieu de travail – c'est le temps qu'il faut au train pour relier Viège (VS) et Berne. C'est la preuve que vivre dans une région de montagne ne pose aucun problème si les infrastructures sont bien développées. Cela contribue à l'attrait de ces régions, ainsi que la nature et la fraîcheur dont de plus en plus de Suisses peuvent se rapprocher grâce au développement du télétravail. Pour les régions de montagne – qui recouvrent intégralement sept cantons (dont le Valais) et partiellement quatorze autres (en Suisse romande, seul Genève n'appartient pas au «club») –, cette attractivité représente une aubaine et une montagne de défis.

Les citadins qui fuient la chaleur vers les montagnes vont-ils sauver le tourisme alpin?
Thomas Egger: – Le tourisme alpin se développe bien depuis la crise de la Covid-19. Chaque année amène un nouveau record, en été comme en hiver, ce qui est particulièrement réjouissant. Bien entendu, cet été, on s'attend à un nouveau record et j'espère que les personnes qui se rendent en montagne aujourd'hui ont compris que les régions méditerranéennes étaient définitivement trop chaudes.

Si la saison d'été se développe bien, est-ce à dire que l'enneigement en hiver est désormais une question secondaire?
– Non, parce qu'en termes de chiffre d'affaires, les sports d'hivers sont beaucoup plus importants. Cela étant, on

le sait, le changement climatique pose des problèmes aux stations de basse et de moyenne altitude. Pour moi, la solution est très claire: il faut développer le tourisme quatre saisons dont on parle depuis longtemps, sans oublier le printemps et l'automne qui ne sont pas des saisons mortes. Il n'y a rien de plus joli que la montagne lorsque la nature se réveille ou que les arbres prennent toutes sortes de couleurs.

Faut-il vraiment encourager le tourisme estival au risque de créer des embouteillages sur les sentiers de randonnée?

– Je vois bien à quoi vous pensez: au lac d'Oeschinen, dans l'Oberland bernois, au village bernois d'Iseltwald submergé de touristes coréens après la dif-

«Celui qui veut fonder une famille à La Lenk doit partir.»

fusion d'une série télévisée, au lac de Taney, en Valais, très prisé également des Vaudois et des Genevois. Le surtourisme existe, même si les milieux touristiques n'aiment pas en parler. Une véritable stratégie de tourisme sur quatre saisons permettrait de répartir les visiteurs dans l'année. Et il faut aussi les répartir dans l'espace. Lucerne connaît le surtourisme? On pourrait davantage inciter les touristes à se rendre dans l'arrière-pays lucernois, par exemple dans la biosphère de l'Entlebuch.

Encore faut-il convaincre un touriste de ne pas se rendre dans les lieux connus.

– Pourquoi les touristes vont-ils à Lucerne ou au lac d'Oeschinen? En raison du bouche-à-oreille et, plus encore, des images qu'ils voient sur les réseaux sociaux. Ne faudrait-il pas diffuser des



© Keystone

Un monde politique en évolution

Il n'y a pas de discussion: Viège, où Thomas Egger a grandi et vit, se trouve en montagne. «Tout le Valais est une région de montagne, comme les deux tiers de la Suisse. Les centres urbains, dont Viège, en sont les centres fonctionnels», explique le géographe qui fête ses 59 ans ce mois-ci. Après ses études à Zurich et un poste dans un bureau d'ingénieur, il prend la direction du SAB – Groupement suisse pour les régions de montagne en 1996. Il connaît ainsi bien la politique fédérale. «Le dialogue est plus difficile aujourd'hui. Il y a trente ans, un parlementaire pouvait m'accorder son soutien spontanément; aujourd'hui, il doit d'abord 'voir avec le parti', regrette le «jaune» – le surnom des chrétiens-sociaux du Haut-Valais – qui a siégé au Conseil national de juin 2017 à décembre 2019. Cette politique plus partisane est selon ses observations responsable de blocages, même au Conseil des Etats où l'appartenance tendrait à prendre le pas sur les intérêts cantonaux. |

Pour changer de la lecture de rapports et du train, Thomas Egger lit des policiers et parcourt les montagnes à vélo.

images d'autres régions? C'est le rôle des responsables du tourisme de ne pas promouvoir toujours les mêmes lieux.

Cela signifie qu'il faudrait réfléchir à une échelle...

– Régionale, et pas locale.

Sait-on et veut-on le faire?

– On ne sait pas le faire, mais on doit le faire. Une approche plus régionale, plus intégrative est la réponse au problème du surtourisme. Prenons l'exemple du Valais. On a une bonne organisation de marketing cantonale, un modèle unique en Suisse qui intègre aussi l'industrie et l'agriculture, qui fait du bon travail. Mais on a aussi 64 offices de tourisme locaux qui font la promotion de leur localité. Ça ne va pas. On a besoin de plus de coordination.

Mais on continue de développer des endroits déjà encombrés, comme la Jungfrau avec un projet de musée et de restaurant qui ne réjouit pas la population locale.

– Le surtourisme n'est pas une question de chiffres. Il n'y a pas de nombre de visiteurs à partir duquel on parle de surtourisme. C'est un sentiment de la population qui se sent restreinte dans ses activités ordinaires et pour qui le tourisme n'est plus un élément positif. Il faut éviter d'atteindre ce point de bascule, ce qui n'a pas été évité à Majorque où des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour protester.

Dans ce cas, on ne parle plus seulement du nombre de touristes, mais aussi d'une crise immobilière. Est-elle à craindre en Suisse?

– Les deux questions sont effectivement liées. A Barcelone comme à Lucerne, on s'inquiète du manque de logements parce que beaucoup d'appartements se retrouvent en location sur des plate-



© Keystone

Lonza, train direct pour Berne, montagnes: Viège (VS), environ 9000 habitants, attire. En juin 2025, deux logements étaient vacants.

des vagues de chaleur toujours plus nombreuses. Va-t-on vers une grave crise immobilière en altitude?

– Cette évolution a déjà commencé. Pendant la pandémie, beaucoup de Suisses ont redécouvert la montagne et nous avons fait l'expérience du télétravail. Vous pouvez travailler deux jours au chalet et trois autres au bureau, ou toute la semaine au chalet. Avant 2020 on parlait toujours de dépeuplement des régions de montagne, et aujourd'hui elles doivent gérer un afflux que personne n'avait vu venir. La situation sur le marché est tendue: il faut diminuer le nombre de zones à bâtir pour

«Le facteur limitatif majeur sera la disponibilité de l'eau.»

respecter la loi sur l'aménagement du territoire et on ne peut plus, ou moins, construire de résidences secondaires depuis l'adoption de la loi Weber. La demande augmente, l'offre est réduite, donc les prix grimpent.

Le regain d'intérêt pour les montagnes n'est donc pas positif?

– Il l'est, mais on doit l'accompagner. J'ai le sentiment que les communes et les acteurs des régions de montagne sont conscients de cette évolution. Au niveau fédéral, c'est moins le cas. L'Office fédéral du logement a bien compris la situation et nous aide. Mais d'autres décisions, relatives au changement climatique – et je ne comprends pas qu'on puisse le nier – ou aux dangers naturels (lire ci-contre), vont dans le mauvais sens. On n'envisage pas toujours les régions de montagne comme des régions dynamiques qui se repeuplent. Or, il faut agir pour ceux qui y vivent et ceux qui vont venir y vivre.

formes comme Airbnb et disparaissent du marché pour les autochtones. Dans certaines stations de montagne, le taux de logements vacants est inférieur à celui de Genève et de Lausanne. A La Lenk, dans l'Oberland bernois, il est tout simplement nul. On ne trouve aucun appartement. Celui qui y vit et voudrait y fonder une famille doit partir. Autre aspect, aujourd'hui, la première question qu'un travailleur saisonnier pose à son employeur ce n'est plus celle du salaire; il veut d'abord savoir s'il trouvera un logement.

Quelles sont les solutions?

– A Grimentz, en Valais, les remontées mécaniques ont acquis des logements

pour leurs employés. C'est une bonne solution. Mais, surtout, les communes doivent se demander ce qu'elles veulent pour ces travailleurs et pour leur population. Veut-on réguler ou interdire Airbnb? Empêcher la transformation de résidences primaires en résidences secondaires qui disparaissent alors du marché? Il faut une vraie politique du logement. Or, la plupart des cantons, comme le Valais et Berne, n'ont pas de stratégie spécifique en dépit de situations de pénurie.

On peut s'attendre à ce que de plus en plus de personnes habitant en plaine veuillent s'installer en montagne en raison

Le poids des forêts

En mars, le Forum des jeunes du SAB, qui réunit des jeunes des trente communes ayant obtenu le label «Commune de montagne – la jeunesse notre avenir», insistait sur la nécessité d'une présence humaine dans les régions de montagne pour limiter les risques naturels. Sa prise de position évoque notamment la régulation des forêts pour lutter contre le risque d'incendies, les glissements de terrain et les avalanches. Le Conseil fédéral n'en a sans doute pas entendu parler: il a décidé de supprimer les 25 millions de francs investis annuellement dans la préservation des forêts – révélation de la *NZZ am Sonntag* début août. «Il ne faut surtout pas couper dans un domaine comme celui-ci. Cela devrait être une évidence avec les événements naturels de ces derniers temps», tempête Thomas Egger qui rappelle que la forêt couvre un tiers de la surface de la Suisse. Ce qui ne semble pas peser face à une économie de 100 millions. |

echo

Les visiteurs ne manquent pas à Lauterbrunnen (BE), d'où l'on gagne Wengen et la Jungfrau.

Ou ceux qui pourront venir y vivre. Grimsuat (VS) a par exemple fixé une limite de population, pas encore atteinte, en raison de difficultés d'approvisionnement en eau.

– Dans le futur, le facteur limitatif majeur dans les régions de montagne, ce sera la disponibilité de l'eau. Il y a moins de neige en hiver, il n'y aura plus de glaciers en 2100 et on manquera d'eau pour la population, pour la production d'énergie, pour le ski si on veut continuer avec l'enneigement artificiel et pour l'agriculture. A nouveau, on n'y est pas préparés. Je trouve donc bien que Grimsuat ait mené cette réflexion. Qui doit être menée de façon plus large, à l'échelle d'un bassin versant, parce que l'eau ne s'arrête pas aux frontières d'une commune.

A quoi ressemblera, dans dix ou quinze ans, une commune de montagne qui aura bien réfléchi à ces différentes questions?

– Ce sera une commune qui sera parvenue à attirer une population jeune,

qui aura amélioré ses services publics, par exemple en ouvrant une crèche si elle n'en avait pas, et pris des mesures pour garantir la disponibilité de logements. Elle aura réglé la question de l'accessibilité à l'eau et développé le tourisme quatre saisons. Et elle aura pris des initiatives parce qu'on ne peut pas attendre que les solutions viennent d'en haut, notamment au niveau du service postal. La Confédération et la Poste vont dire qu'il faut fermer l'office tandis que la commune peut proposer une alternative, comme l'a fait Venthône, en Valais, en regroupant un magasin, un bistrot, un EMS et une filiale postale dans le même bâtiment.

Peut-on considérer que les vagues de chaleur de cet été sont une bonne occasion de se poser un certain nombre de questions essentielles?

– Ce n'est pas une bonne occasion, parce que les conséquences de ces vagues de chaleur sont extrêmement négatives, mais c'est une occasion de débloquer et de lancer des processus, oui. |



© Keystone

En quête de fraîcheur

Comme tout concept, la tendance à se rendre dans des zones moins chaudes en été porte un nom anglais: *coolcation*, composé des termes *cool* (frais) et *vacation* (vacances). La radio publique alémanique SRF s'y intéressait déjà l'an dernier en se tournant vers la Scandinavie, la Suède en particulier. Le pays est de plus en plus attractif durant l'été, en particulier pour des visiteurs venus de régions où le mercure s'emballe.

Ils viennent du Sud

L'année dernière, les nuitées de Français en Suède avaient augmenté de 28%, celles d'Italiens de 12% et de Suisses de 9%, rappelait le *Nordiskpost*, un journal en ligne, il y a quelques jours. Dans cet article, il rapportait également une augmentation du nombre de visiteurs français et espagnols dans diverses régions suédoises en juillet de cette année – et ceux-ci mentionnaient le climat comme un critère de choix de leur destination de vacances. Floriane, une Valaisanne dans la trentaine, témoigne auprès de l'*Echo* avoir préféré emmener sa famille à Stockholm plutôt que dans le sud de la France où les températures lui auraient été insupportables. En Suisse, La Lenk, près d'Adelboden (BE), utilise par exemple le terme comme argument marketing sur son site Internet, proposant «la *coolcation* au lieu du stress thermique»; Destination Val-de-Travers (NE) met également cette tendance en avant, ventant et vendant une «bouffée de fraîcheur». |

echo